

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 04/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MURAT SCI

1 RUE DE CHAZELLES

—

75017 Paris 17

Références : 12-CRARC-2025-23
Code AIOT : 0003700642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement MURAT SCI implanté 105 rue de Normandie -- 12230 LA CAVALERIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 septembre 2025 dans l'établissement SCI MURAT implanté rue de Normandie, 12230 La Cavalerie.

L'inspection a été réalisée à la suite du signalement du SDIS concernant un manque d'eau dans la réserve n°063046 qui permet l'alimentation du site en cas d'incendie.

La dernière inspection de l'installation date du 21 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MURAT SCI
- 105 rue de Normandie -- 12230 LA CAVALERIE
- Code AIOT : 0003700642
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCI MURAT exploite un entrepôt sur son site de La Cavalerie

L'entrepôt de La Cavalerie a fait l'objet d'une première autorisation le 27/02/07, il a été mis en service à la fin de l'été 2007.

L'entrepôt a un volume global de 173 300 m³, il est divisé en 3 cellules indépendantes. Suite à la liquidation judiciaire de l'exploitant initial survenue en 2016, l'arrêté d'autorisation du 27/02/2007 a cessé de produire effet.

A ce jour, la société SCI MURAT dispose d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 juillet 2022 pour l'exploitation de cette installation..

Elle est soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôt) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Elle est également soumise au régime de la déclaration, au titre des rubriques 2910 (chaudière) et 2925 (installation de charge).

Depuis novembre 2024, l'installation est déclarée au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) pour l'unité de recyclage de matelas située dans la cellule 2 de l'entrepôt. L'exploitant a déposé en mars 2025 une demande d'autorisation pour le traitement de 50 t/j de matelas dans la cellule n°2. Une décision sera prochainement prise concernant cette demande.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Modification apportée par le demandeur à l'installation	Code de l'environnement du 15/04/2010, article II de l'article R. 512-46-23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a examiné les dispositions prises par l'exploitant pour la maîtrise du risque d'incendie.

Au vu de cet examen non exhaustif, l'exploitant doit apporter des compléments et engager des actions sur les points suivants :

- mettre à disposition du site une réserve d'eau, d'au moins 300 m³, disponible en permanence aux services d'incendie et de secours,
- transmettre un porter à connaissance concernant l'installation d'un distributeur de

carburant OLEO100 sur le site. Ce porter à connaissance analysera notamment : le risque d'effet domino avec un incendie de l'entrepôt, le traitement des rejets chroniques associés à cette installation (dépotage citerne et plein de carburant), les besoins en eau d'extinction d'incendie, les volumes d'eau à confiner en cas d'incendie (D9A).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ul style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.</p> <p>En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures.</p> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p>

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er.

La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie. En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Le calcul D9 réalisé par l'exploitant dans le dossier de demande d'enregistrement, notamment les compléments apportés le 7 juillet 2022, pour la plus grande surface bâtie non séparée par des murs coupe-feu présentant un risque d'incendie (6000 m² de la cellule n°3), a abouti à un besoin en eau d'extinction de 270 m³/h pendant 2 heures en cas d'incendie dans la cellule n°3, soit 540 m³ d'eau utilisable pendant 2 heures.

Les moyens décrits pour assurer ces besoins dans le dossier de demande d'enregistrement sont les suivants:

- 3 poteaux incendie du parc d'activités (063049, 063050 et 063051),
- les besoins restants sont assurés par la réserve incendie n° 063046 du parc d'activités située au Nord du site. Le SDIS précise que cette réserve est capable de stocker jusqu'à 6000 m³ d'eau pour participer au besoin en eaux d'extinction du parc d'activités. Cette réserve a été réalisée par la société d'économie mixte de l'Aveyron (SEM 12) et mise en service en 2009. Sa gestion a été transférée à la communauté de communes Larzac et

vallées à la suite de la liquidation judiciaire de la SEM 12.

L'exploitant a fait réaliser des test des débits simultanés des poteaux incendie, le 23 juillet 2025 et le 17 septembre 2025, qui montrent qu'ils sont capables de délivrer 120 m³/h à un bar soit 240 m³ en deux heures. Les essais réalisés à 180 m³/h n'ont pas permis de maintenir une pression supérieure à 1 bar (exigence du guide D9 qui fait référence à la norme NF S 62-200) sur les poteaux . Le volume d'eau à apporter en compléments des poteaux incendie est donc de 300 m³.

Or, le SDIS a informé l'inspection des installations classées le 31 juillet 2025 que la réserve incendie n° 063046 était vide lors de sa visite du 1er juillet 2025. Lors de l'inspection du 17 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la réserve incendie n° 063046 était presque vide correspondant à un niveau de remplissage inférieur à 300 m³.

L'inspection des installations classées propose donc une mise en demeure afin que l'exploitant régularise la situation.

Nota :

Dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter une installation de recyclage de matelas déposée en mars 2025, l'exploitant a réalisé une mise à jour des besoins en eau d'extinction d'incendie. Les besoins en eau ont été estimés à:

- 180 m³/h pendant deux heures soit 360 m³ en cas d'incendie au niveau de l'atelier de recyclage situé dans la cellule 2 de l'entrepôt,
- 270 m³/h pendant deux heures soit 540 m³, en cas d'incendie dans la cellule 3 de l'entrepôt.

L'incendie de la cellule 3 reste majorant pour le calcul du besoin en eau d'incendie du site.

L'ajout de l'atelier de recyclage de matelas, n'impacte donc pas le besoin global en eau incendie du site qui n'évolue pas par rapport aux besoins décrits dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 juillet 2022, ils restent de 270 m³/h pendant deux heures, soit 540 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre à disposition du site une réserve d'eau d'au moins 300 m³, disponible en permanence au service d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Modification apportée par le demandeur à l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article II de l'article R. 512-46-

Thème(s) : Situation administrative, Modification apportée par le demandeur à l'installation

Prescription contrôlée :

II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement s'appliquant aux installations soumises aux règles procédurales de l'enregistrement :

"II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22."

II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement s'appliquant aux installations soumises aux règles procédurales de l'autorisation :

"II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45."

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite de l'installation qu'un distributeur de carburant associé à une cuve aérienne de 20 m³ contenant un carburant "OLEO 100" avait été installé à proximité des quais de chargement afin de pouvoir réaliser le plein de carburant de camions.

Le carburant "OLEO 100" est constitué d'esters méthyliques d'huiles végétales, ne possède pas de mentions de dangers, possède une température d'auto-inflammation d'environ 260 °C et un point d'éclair supérieur à 100 °C (ASTM D92).

L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet cette modification qui peut avoir notamment avoir des incidences potentielles concernant :

- le risque d'effet domino avec un incendie de l'entrepôt,
- le traitement des rejets chroniques associés à cette installation (dépotage citerne et plein de carburant),
- les besoins en eau d'extinction d'incendie,
- les volumes d'eau à confiner en cas d'incendie.

L'inspection des installations classées propose donc une mise en demeure afin que l'exploitant régularise la situation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un porter à connaissance concernant l'installation d'un distributeur de carburant OLEO100 sur le site. Ce porter à connaissance analysera notamment

- le risque d'effet domino avec un incendie de l'entrepôt,
- le traitement des rejets chroniques associés à cette installation (dépotage citerne et plein de carburant),
- les besoins en eau d'extinction d'incendie,
- les volumes d'eau à confiner en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois